

# Le rapport de l'OIF qui pointe les failles du processus électoral en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



---

Republication de contenu RFI

---

---

---

## Les conclusions des experts de la Cédéao sur le fichier électoral

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



Republication de contenu RFI

---

---

---

**Issoufou, la voix Amoulanfé  
de la CEDEAO «le temps des  
hommes qui s'autoproclament  
providentiels et donc  
irremplaçables [ ] tire à sa  
fin»**

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



---

*[ ] le temps des hommes qui s'autoproclament providentiels et donc irremplaçables, des hommes qui cherchent à s'incruster à vie au pouvoir, tire à sa fin. Cela se traduira par des alternances plus fréquentes et par une respiration démocratique qui consolident les institutions démocratiques dont nos peuples ont tant besoin.*

*Mahamadou Issoufou, président du Niger*

---

*Cela nous permettra de faire l'économie des crises comme celles que nous connaissons actuellement en Guinée Conakry et en Guinée Bissau. Je lance un appel à tous les acteurs politiques, dans ces deux pays, de se ressaisir afin de créer les conditions de l'apaisement et de la paix.*

*Mahamadou Issoufou, président du Niger*

---

**Discours du Président de la République, Président en exercice de la CEDEAO à l'ouverture de la 5e législature du Parlement de la CEDEAO**

**Monsieur le Président du Parlement de la CEDEAO**

**– Monsieur les Présidents des Assemblées Nationales du Niger et de la Sierra Leone,**

**– Monsieur le Premier Ministre,**

**– Monsieur le Haut Représentant du Président de la République,**

**– Madame et Messieurs les Présidents des institutions de la République**

**– Monsieur le Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO**

- **Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO**
- **Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,**
- **Honorables Députés,**
- **Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Représentants des Organisations internationales**
- **Monsieur le Gouverneur de la Région de Niamey**
- **Honorables chefs traditionnels et religieux**
- **Distingués Invités, Mesdames et Messieurs**

La cérémonie solennelle d'installation de la cinquième législature du parlement de la CEDEAO est la première cérémonie qu'accueille le prestigieux centre Mahatma Gandhi symbole de la transformation non seulement de la ville de Niamey mais de l'ensemble de notre pays dont le peuple vous souhaite la chaleureuse bienvenue.

### **Mesdames, Messieurs**

Le 29 Juin 2019 à Abuja, à l'occasion de mon discours de clôture de la 55ème session ordinaire de la conférence de notre organisation, j'avais décliné les priorités de mon mandat : la sécurité, la démocratie, la monnaie unique et les infrastructures. Cela résulte de ma conviction que sécurité, démocratie et développement sont intimement liés et que ce triptyque constitue une base d'un progrès économique et social solide de notre espace communautaire.

### **Mesdames, Messieurs**

L'agenda 2063 de l'Union Africaine s'est fixé pour ambition de faire taire les armes en 2020. Il est probable que notre région, malheureusement secouée par les menaces des organisations terroristes et criminelles ainsi que par

les conflits intercommunautaires, n'y parviendra pas. En effet, dans le Sahel comme dans le bassin du lac Tchad, certains pays membres font face à ces menaces qui sont amplifiées par la crise Libyenne. Il est nécessaire donc de renforcer notre solidarité pour faire face à cette situation. C'est dans cette perspective que la Force Mixte Multinationale (FMM) et la Force Conjointe ont été respectivement mises en place dans le bassin du lac Tchad et dans le Sahel. C'est dans cette perspective que la CEDEAO a décidé, à l'occasion de son sommet extraordinaire du 14 septembre 2019 de Ouagadougou, de définir un plan 2019-2023 qui sera financé à hauteur de 1 milliard de dollars. Elle a aussi décidé de prévoir le recours à la force en attente de notre organisation. C'est également dans cette perspective que les États membres du G5 Sahel et la France ont appelé, à l'occasion du sommet de Pau tenu le 13 Janvier 2020, à la mise en place d'une coalition Sahel de lutte contre le terrorisme autour de 4 points : l'intensification de la lutte contre le terrorisme, le renforcement des capacités militaires des pays du G5 Sahel, le renforcement de la présence des États et des administrations dans les zones menacées et le développement économique et social. Dans le cadre de ce combat, Il est prévu la mise en place d'une Task Force (Takuba) composée d'unités des forces spéciales européennes. Les pays membres de notre organisation doivent prendre leur part dans cette coalition soit collectivement (à travers la force en attente) soit individuellement. Ils sont tous invités au prochain sommet qui se tiendra à Bruxelles afin de donner un contenu au Plan de Sécurité et de Stabilisation du Sahel(P3S) annoncé par la France et l'Allemagne au dernier sommet du G7.

### **Mesdames, Messieurs**

Une autre menace sécuritaire qui plane sur notre espace communautaire est la pandémie de la pneumonie liée au corona virus COVID 19. Cette maladie virale très contagieuse et

d'apparition récente vient malheureusement de faire l'objet de déclaration de cas confirmés dans au moins trois pays membres de notre communauté. Nous devons nous préparer et organiser une riposte commune dans le cadre de notre institution communautaire en charge des questions de santé, j'ai nommé l'OOAS. Je ne doute point que notre région, qui, il y a quelques années avait durement été frappée par l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola, beaucoup plus mortelle et dont elle a tiré une riche expérience de gestion de crise sanitaire, saura y faire face avec efficacité.

### **Mesdames, Messieurs**

Les parlements nationaux et le parlement de la CEDEAO sont le cœur de la démocratie dans notre espace communautaire. Je me réjouis de ce que les valeurs démocratiques y progressent. En témoigne la généralisation de la limitation des mandats à deux et de leur durée à cinq ans, dans les constitutions de la quasi-totalité de nos États membres. En témoigne également la décision récente prise par mon frère et ami Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, de ne pas briguer un 3eme mandat malgré la possibilité offerte par la constitution de son pays. Permettez-moi de saluer son courage et de l'en féliciter. Il s'agit là d'un événement majeur qui intervient dans un des pays les plus importants de notre communauté. Cet événement confirme ce que j'ai déjà dit à d'autres occasions : **le temps des hommes qui s'autoproclament providentiels et donc irremplaçables, des hommes qui cherchent à s'incruster à vie au pouvoir, tire à sa fin. Cela se traduira par des alternances plus fréquentes et par une respiration démocratique qui consolident les institutions démocratiques dont nos peuples ont tant besoin. Cela nous permettra de faire l'économie des crises comme celles que nous connaissons actuellement en Guinée Conakry et en Guinée Bissau. Je lance un appel à tous les acteurs politiques, dans ces deux pays, de se ressaisir afin de créer**

les conditions de l'apaisement et de la paix. En Guinée Bissau, l'élection Présidentielle s'est déroulée dans des conditions de transparence et de crédibilité reconnues par tous les observateurs. Je renouvelle mes félicitations au vainqueur et demande à tous les autres acteurs de contribuer à la normalisation de la situation. En Guinée Conakry notre organisation souhaite un dialogue inclusif permettant d'aboutir à des solutions consensuelles et apaisées.

**Mesdames, Messieurs**

Le projet de la monnaie unique constitue un chantier majeur de notre communauté. Nous avons fait beaucoup de progrès vers cet objectif commun. Les parlements, qui contrôlent l'action des gouvernements, doivent encourager les États à mener des politiques macroéconomiques permettant de réaliser les critères de convergence nécessaires à la réalisation de cette ambition. Maitriser les déficits et l'inflation, disposer de réserves suffisantes pour couvrir les importations, surveiller le financement des déficits par les banques centrales, maitriser l'endettement et le ratio de la masse salariale par rapport aux recettes internes, tels sont les critères que les États doivent respecter pour que ce projet qui date de plusieurs décennies devienne enfin une réalité. Je crois pouvoir dire que le Niger est prêt pour le lancement de la monnaie unique en 2020. Il en remplit tous les critères depuis 2019. Le Niger se réjouit de ce que nous ayons trouvé un accord sur deux questions majeures : le régime de change et le type de banque centrale. Nos peuples veulent la monnaie unique car elle servira leurs intérêts. En particulier elle permettra de soutenir la croissance des économies de nos États en renforçant notamment les échanges intra-CEDEAO , échanges qui s'amplifieront avec la promotion des infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques, numériques, aéroportuaires, portuaires, autant de projets qui permettront à notre région de contribuer à la mise en œuvre de l'agenda 2063 , en particulier de la zone

de libre-échange continentale africaine. J'insiste sur la nécessité de faire baisser les couts des facteurs transport et énergie en vue d'améliorer la compétitivité des économies de notre région. Les parlements nationaux et le parlement de la CEDEAO ont un rôle éminent à jouer dans la promotion de tous les chantiers qui transformeront non seulement notre région mais aussi l'ensemble du continent.

### **Mesdames, Messieurs**

Si l'exécutif constitue la tête de l'État, l'armée sa colonne vertébrale, la justice et l'administration ses articulations, les récompenses et les punitions ses nerfs, la prospérité et la richesse sa force, les conseillers sa mémoire, l'équité et les lois sa raison et sa volonté, les troubles civiles sa maladie, les guerres civiles sa mort, la souveraineté est son âme. Vous êtes les représentants du peuple souverain. Vous êtes l'incarnation de l'âme de nos nations.

Pour renforcer votre rôle dans l'espace CEDEAO, nous devons accélérer votre désignation au suffrage universel direct. Cela donnera à notre parlement régional davantage de prérogatives.

D'ores et déjà le Parlement de la CEDEAO représente l'Assemblée des peuples de notre Communauté. Il a la responsabilité d'adopter des lois et des législations communautaires. Ce travail législatif communautaire contribue indéniablement à la création d'une région intégrée, paisible, prospère et cohérente, bâtie sur la bonne gouvernance.

### **Mesdames, Messieurs**

Cette tribune m'offre l'occasion de rendre un hommage mérité au Parlement sortant de la 4ème Législature et à son Président, l'Honorable Moustapha Cisse LO, qui s'est attelé au cours de son mandat à promouvoir l'intégration régionale à

travers le dialogue, la consultation et le consensus, conformément aux articles 6 et 13 du Traité révisé de 1993 de la CEDEAO.

Le Parlement sortant a su donner une nouvelle impulsion aux activités de notre Communauté. Son dynamisme a permis au parlement de mieux jouer son rôle de représentation des populations de la CEDEAO dans la réalisation des objectifs et des missions de notre Communauté.

Il me plait à cet égard de relever que le parlement s'est fortement impliqué dans le processus de prise de décision de la Communauté, les questions de paix et de sécurité, de démocratie et des droits de l'homme, ainsi que dans les relations avec les autres Institutions de la Communauté, notamment les Parlements nationaux, les organes interparlementaires et les organisations partenaires.

Des actions spécifiques ont ainsi permis au Parlement d'enregistrer des acquis importants à travers :

- l'adoption de résolutions relatives à divers domaines sectoriels du processus d'intégration,
- la sensibilisation des populations sur des thématiques importantes, dont la migration irrégulière, la transhumance, les conflits intercommunautaires et la libre circulation des personnes, des biens et des services,
- l'organisation de réunions délocalisées ayant abouti à la formulation de recommandations portant sur la création d'emplois à travers l'entreprenariat et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et les sources alternatives et innovantes de financement des projets et programmes communautaires;
- la conduite de diverses consultations et réflexions sur la monnaie unique de la CEDEAO et la formulation de recommandations pour contribuer à assurer sa viabilité.

Pour toutes ces actions, les députés de la 4<sup>ème</sup> législature et le Président CISSE LO méritent notre reconnaissance et nos félicitations.

### **Mesdames, Messieurs**

Je voudrais également, au nom de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, exprimer mes chaleureuses félicitations aux nouveaux députés élus pour représenter les citoyennes et citoyens de notre espace communautaire durant les quatre prochaines années. Je ne doute pas que chacun de vous a pleinement conscience de la responsabilité qui lui incombe en tant que député communautaire.

Votre engagement personnel est indispensable pour la réussite de l'exaltante mission que les peuples de notre sous-région vous ont confiée. Il vous revient de procéder notamment à :

-la mobilisation de vos Parlements respectifs pour soutenir et appuyer les États membres dans la lutte contre le terrorisme et la mise en œuvre de programmes et projets de l'agenda de l'intégration régionale notamment s'agissant de la monnaie unique et des infrastructures ;

- de vous impliquer pleinement en qualité de gardiens des us et coutumes démocratiques et de la bonne gouvernance, dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole sur la Démocratie et la bonne Gouvernance ;

- de procéder au plaidoyer nécessaire auprès de vos Parlements respectifs pour la ratification des Traités et autres documents connexes de la CEDEAO.

Je reste convaincu que vous serez à la hauteur de toutes les attentes de nos peuples et que de concert avec les autres Institutions, vous contribuerez au rayonnement de la CEDEAO, qui reste un exemple de réussite en matière d'intégration.

En vous assurant du soutien des Autorités de la CEDEAO dans l'accomplissement de votre mission, je

déclare solennellement ouverts les travaux de la session inaugurale de la cinquième législature du Parlement de la CEDEAO.

Vive la CEDEAO

Vive l'intégration Africaine

Je vous remercie

---

Discours [presidence.ne](https://www.presidence.ne)

---

---

**«Un fichier électoral fiable et consensuel» en Guinée, l'OIF réitère sa position et apporte son soutien à l'UA et la CEDEAO**

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



---

## Communiqué

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) apporte son soutien à la déclaration conjointe de la Commission de l'Union africaine et de la Commission de la CEDEAO du 1er mars 2020.

Elle souhaite, à l'instar des deux partenaires, que le report des élections législatives et du référendum constitutionnel puisse contribuer à **établir un fichier électoral fiable et consensuel**, dans le sens du communiqué du 24 février publié à l'issue de la mission technique d'assistance électorale de l'OIF auprès de la Commission électorale nationale indépendante qui avait relevé les cas problématiques d'électeurs ne disposant pas de documents permettant leur identification. Ces efforts participeraient à restaurer la confiance des acteurs à l'égard du processus électoral.

L'OIF encourage ainsi les autorités et l'ensemble des acteurs politiques guinéens à jouer un rôle constructif en vue de la tenue d'élections crédibles en 2020, en s'inscrivant dans les engagements de la Déclaration de Bamako.

Elle exhorte en outre toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à appeler leurs partisans à renoncer à la violence.

La Secrétaire générale de la Francophonie réitère aux autorités nationales la disponibilité de l'OIF à poursuivre, aux côtés des partenaires régionaux et internationaux, son engagement en faveur du renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit en Guinée.

---

[francophonie.org](http://francophonie.org)

---

**Déclaration de Bamako:** Adoptée le 3 novembre 2000 par les Ministres et chefs de délégation des États et gouvernements des pays ayant le français en partage lors du «Symposium international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone»

Voici l'intégralité de la [Déclaration de Bamako](#)

---

---

# Après le report du double scrutin en Guinée, l'Union Africaine et la CEDEAO recommandent

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



---

*La Commission de l'Union Africaine et la Commission de la*

*CEDEAO souhaitent que le délai de report soit efficacement mis à profit pour renouer un dialogue serein et responsable entre tous les acteurs politiques et sociaux de manière à établir un fichier électoral fiable et à créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent.*

---



[ecowas.int](http://ecowas.int)

---

# La CEDEAO renonce « à déployer une mission d'observation des élections en Guinée »

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



Dans un communiqué publié sur le [site](#) de l'institution sous régionale, la CEDEAO confirme avoir initié une mission des

chefs d'Etats qui devait arriver à Conakry le vendredi 28 février 2020. Mais, malheureusement, elle « a dû être reportée compte tenu de certains engagements et contraintes liés au calendrier électoral du président de la République de Guinée. »

Sur le renoncement à l'envoi d'une mission d'observation électorale, l'organisation sous régionale justifie cette décision par « certains facteurs qui laissent supposer que la situation sur place n'est pas exempte de risque ».

*« [ ] la situation sur place n'est pas exempte de risque »*

Lisez l'intégralité du communiqué (PDF [ici](#))



# Alpha Condé refuse de recevoir une mission de haut niveau de la CEDEAO

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



---

Une mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) pilotée par plusieurs chefs d'État de l'organisation devait se rendre en Guinée ce vendredi.

Selon les confrères de RFI, cette mission de haut niveau "aurait dû regrouper quatre présidents : le Nigérian Muhammadu Buhari, le Ghanéen Nana Akufo Ado, le Burkinabè Roch Christian Kaboré et le Nigérian et dirigeant en exercice de l'institution régionale, Mahamadou Issoufou".

Selon RFI, "le président guinéen Alpha Condé aurait été approché par la Cédéao, mais le chef d'État a opposé une fin de non recevoir à la délégation."

**Lire la source**



---

---

# **Violences politiques : les twittos #224 dénoncent et condamnent les tueries**

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



#224  
twitter 

## Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

---

*Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)*

---



**Francois Patuel** @FrancoisPatuel · 4h

#Guinée: 5 membres du @FNDC\_Gn arrêtés à Kindia hier, dont @fareinta.

Ils sont accusés d'attroupement & n'ont pas eu accès à 1 avocat.

1 a subi des mauvais traitements en garde à vue & a été conduit à l'infirmierie.

S'ils étaient pacifiques, ils devraient être libérés! @GouvGN



Amnesty West & Central Africa et 4 autres



 19

 19





**Abdourahamane Diallo** @manhimfr · 5h

Comment ne pas être indigné et révolté quand on voit des jeunes se faire tuer même loin des manifestations. Il y a des crimes d'Etat qui se commettent sur l'axe dans le silence coupable.



Tué par balle à Bomboli, Abdourahamane Diallo, taxi-motard, était orph...  
Abdourahamane Diallo exerçait la profession de conducteur de taxi-moto pour subvenir à ses besoins. Cet adolescent a été tué par balle jeudi au ...  
[visionguinee.info](http://visionguinee.info)



**Nouhou Baldé** @Nouhoubalde · 10h

Des #Guinéens dont la vie est moins importante qu'un bus ? 3 morts et plusieurs blessés, le #gouvernement met l'accent sur un #bus incendié, #Kibaro, @Guineematin, #Guinée

2

13

15





**Povo News** @povonewstv · 14h

Protests in Guinea against 81-year-old President Alpha Conde's new constitution that would allow him to run for a third term in office in 2020

#Guinea #AlphaConde



**Jeffrey Smith** ✓

@Smith\_JeffreyT

As #Guinea's Alpha Conde lays the groundwork for a third term, he hires a lobbyist in Washington. It's the same firm that works for Museveni in Uganda and Burundi's Nkurunziza, each of whom have practice changing term limits. Shameful.

Public filing here: [efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...](https://efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...)

[Traduire le Tweet](#)

4:39 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter Web App](#)

13 Retweets 14 J'aime





**Joe Penney** ✓

@joepenney



I spoke to [@Cellou\\_UFDG](#), [@gcurtisgn](#) and [@AOuattara\\_PRCI](#), and wrote about wrote about Alpha Condé's quest for a third term for [@qzafrika](#):

[Traduire le Tweet](#)



Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government pr...  
"If Alpha persists in changing the constitution against the will of the Guinean people, there is a clear risk of confrontation that leads to violence."

[qz.com](#)





**Alimou Sow**  
@witterlims



Trois morts par balle aujourd'hui à [#Conakry](#) selon différents témoignages. Ce sont : Alpha Souleymane DIALLO (16 ans), Abdouramane DIALLO (19 ans) et Amadou Oury BARRY (32 ans). Reposez en paix.  
[#Guinée](#) [#Kibaro](#) [@amnesty](#)

11:21 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

**51** Retweets **75** J'aime



#### Les leaders politiques #224 sur Twitter



**Bah Oury**  
@bahourykigna



Au moment où les autorités guinéennes sont épinglées pour des violations répétées des droits de l'homme par Amnesty International, HRW, ou la FIDH une dérive répressive insensée tente d'étouffer les revendications démocratiques du peuple guinéen. 3 jeunes gens sont encore tombés!

12:31 AM · 15 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

**47** Retweets **158** J'aime





**Cellou Dalein Diallo**

@Cellou\_UFDG



La manifestation du [@FNDC\\_Gn](#) du 14 novembre été réprimée dans le sang. Sur l'itinéraire autorisé de la marche, plusieurs manifestants ont été blessés par balles. Alpha Souleymane Diallo, 16 ans, a été abattu à Hamdallaye par un policier en dehors de la marche.

[#Amoulanfé](#)



 Front National pour la Défense de La Constitution et 9 autres



**Sidya Touré**  
@SidyaOfficiel



Des leaders agressés dans le périmètre autorisé pour la marche par des forces de l'ordre prêts à aller en guerre. Depuis l'agression de la mosquée, il est clair que [@President\\_GN](#) veut en découdre avec les leaders. Si [#Conté](#) s'était ainsi comporté, l'histoire aurait été tout autre





**Aliou BAH**

@AlioubahMoDeL



La jeunesse Guinéenne est déterminée à payer le prix nécessaire pour ne plus vivre sous une dictature. Le FNDC est un état d'esprit qui va au delà des personnes et qui transcende tous les clivages. La répression d'État et l'intimidation ne peuvent arrêter la marche de l'histoire.



*Sékou Chérif Diallo*

---

***Revue de tweets réalisée par***

---

---

# Comprendre la crise politique en Guinée-Bissau

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



Alors que la Guinée-Bissau s'acheminait vers une élection présidentielle, elle s'est subitement enfoncée dans une nouvelle crise politique née du limogeage, le 28 octobre dernier, du Premier ministre Aristides Gomes par le président José Mário Vaz.

---

Intervenue à quelques semaines seulement de la présidentielle, le 24 novembre, au détriment d'un gouvernement en charge de l'organisation de la compétition électorale, la décision a provoqué une véritable levée de bouclier au niveau régional et international.

Pour l'ONU et la CEDEAO, le gouvernement légitime demeure celui d'Aristide Gomes, et pas celui de Faustino Fudut Imbali, récemment désigné, le 31 octobre par le président Mário Vaz.

L'organisation régionale a même donné un ultimatum aux membres du nouveau "gouvernement illégal" pour qu'ils se retirent et se mettent à la disposition des "institutions légales" du pays sous peine de "sanctions sévères".

Selon la CEDEAO, l'installation du nouvel appareil exécutif contesté a "aggravé" la crise dans le pays.

Finalement, suites aux multiples pressions, le clan Mário Vaz

a dû reculer et le nouveau Premier ministre démissionner ce vendredi.

La CEDEAO se prononçait ce même vendredi sur la situation de ce pays, lors d'un sommet à Niamey.

“Alors que nous sommes indépendants depuis 46 ans, certains acteurs internes et externes prétendent nous imposer une sorte de tutelle internationale”, a déclaré le président Vaz au début de cette nouvelle crise.

Un comité interministériel de la CEDEAO s'est même rendu à Bissau pour essayer de faire entendre raison au Président dont le mandat actuel est censé prendre fin le 24 novembre.

Il a été dirigé par le ministre nigérien des Affaires étrangères et président du Conseil des ministres de la CEDEAO, Kalla Ankourao.

La délégation était composée du ministre d'État et secrétaire général de la présidence de la République de Guinée, Naby Kiridi Bangoura, président de la Commission de la CEDEAO, de Jean-Claude Kouassi Brou, le commissaire pour la Paix, la Sécurité et les Affaires politiques, de Francis Behanzin et des responsables des forces ECOMIB (Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau).

Il a réaffirmé son soutien au Premier ministre Aristides Gomes, à son gouvernement et au plan gouvernemental approuvé par l'Assemblée nationale, qui, selon lui, est la preuve du soutien du parlement guinéen au gouvernement Gomes.

En outre, le communiqué de la délégation régionale a exhorté les forces de défense et de sécurité à s'abstenir de suivre

des “ordres illégaux”.

Rien n’y fit. Le président était resté campé sur sa position, se contentant d’évoquer les raisons qui ont sous-tendu sa décision de limogeage.

Dans un élan de défiance vis-à-vis de la communauté internationale, le président a même convoqué, lundi 05 novembre, “un conseil de défense”, réunissant des militaires y compris le Chef d’Etat-Major Général de l’Armée, évoquant son titre de “commandant en chef des forces armées”.

## **Les ambassadeurs en soutien au gouvernement limogé**

Les ambassadeurs des différents pays accrédités en Guinée-Bissau ont déclaré qu’il n’y a aucune raison de renverser le gouvernement actuel car il ne reste que quelques jours pour l’élection présidentielle.

L’avis des ambassadeurs a été exprimé ce lundi (4 novembre) par l’ambassadeur des Etats-Unis Tulinado Mussingi après une brève rencontre avec Aristide Gomes et quelques membres de son gouvernement.

“Nous ne voyons aucune raison de changer de gouvernement puisqu’il ne reste plus que 20 jours avant les élections, mais à partir de maintenant, le gouvernement Aristides continuera à travailler pour le processus démocratique”.

“Aujourd’hui, nous sommes venus déclarer notre soutien au gouvernement d’Aristides Gomes alors qu’il prépare les élections et nous continuerons à travailler avec ce gouvernement jusqu’à ce que les élections présidentielles aient lieu”, a-t-il déclaré.

Réunis ce vendredi à Niamey, les Chefs d'Etats de la CEDEAO ont examiné le rapport de la Commission de la CEDEAO et réaffirmé leur soutien au Premier ministre limogé, mandaté de poursuivre l'organisation de l'élection. Il ont invité la Commission à leur soumettre des noms personnes qui entraveraient le processus, en vue de leur appliquer sanctions ciblées.

« La Conférence décide de l'envoi à Bissau d'une mission de chefs d'État et de gouvernement dirigée par le président de la conférence [le Nigérien Mahamadou Issoufou] et composée des chefs d'État de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée et du Nigeria pour transmettre au président Vaz les décisions de la Conférence. Cette mission sera précédée d'une mission des chefs d'état-major de la CEDEAO», annonce le communiqué sanctionnant les travaux des Chefs d'Etats.

## **Une histoire d'inimitié**

L'inimitié entre les deux hommes n'est pas nouvelle. Issu pourtant du PAIGC, plus vieux parti du pays, José Mário Vaz a fini par en être exclu alors que ses relations avec des représentants dudit parti, majoritaire à l'Assemblée, n'ont cessé de se dégrader, y compris avec Aristides Gomes, son nième Premier ministre en 5 ans.

Dans une déclaration rendue publique le vendredi 1er novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a "appelé le président José Mario Vaz et le gouvernement dirigé par le Premier ministre Aristides Gomes, chargé de conduire le processus électoral, à

résoudre leurs divergences dans un esprit de respect et de coopération”.

[bbc](#)

---

# Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020

ée: des milliers de personnes  
ifestent contre une "présidence à  
ha Condé



**Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle.**

***Cliquez sur l'image pour lire l'article.***

**Aljazeera**

# New rally in Guinea capital against Conde's possible 3rd term bid

*Mass protest in Conakry remains calm, unlike smaller demonstrations last week in which at least nine people were killed.*

22 hours ago  



## Newscentral



POLITICS BUSINESS SPORTS FEATURES OP-ED VIDEOS WATCH LIVE

Home » Politics » Massive protest in Conakry over president's possible 3rd term

POLITICS

## Massive protest in Conakry over president's possible 3rd term

Protesters marched through Conakry in the latest round of demonstrations against President Alpha Conde



Published 7 hours ago on October 25, 2019  
By Gbenga Aborowa



LATEST POPULAR



Africa Music: 1 Videos (Episode)



Masisi retains concluded election

TOP NEWS OCTOBER 24, 2019 / 5:08 PM / A DAY AGO

## Thousands in Guinea march against president's possible third term bid

Saliou Samb

3 MIN READ



CONAKRY (Reuters) - Thousands took to the streets of Guinea on Thursday in the largest of a series of protests over a suspected effort by President Alpha Conde to seek a third term that have led to the jailing of a dozen opposition campaigners and politicians.





## Crise politique en Guinée : sortie réussie pour les anti 3e mandat de Condé



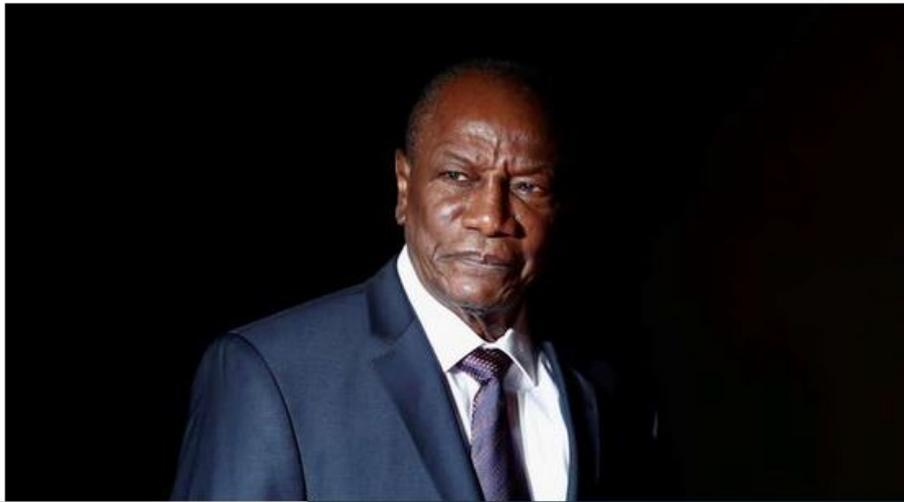
**Le Monde**

# Alpha Condé : « Je ferai ce que veut le peuple de Guinée »

Le président guinéen défend une réforme de la Loi fondamentale qui lui permettrait d'effectuer un troisième mandat, malgré la contestation.

Propos recueillis par Christophe Châtelot - Publié hier à 13h03, mis à jour à 15h13

🕒 Lecture 5 min.



## Les plus lus

- 1 Brexit : le cha  
élections de l  
pour sortir d
- 2 Qualifié d'« é  
président tur

**Libération**



**Jeune Afrique**

# Guinée : des milliers de personnes de nouveau dans la rue « contre un troisième mandat » d'Alpha Condé

25 octobre 2019 à 09h29 | Par *Diawo Barry*

Mis à jour le 25 octobre 2019 à 11h31



VOTRE HEBDO JEUNE AFRIQUE

consultable sur smartphone, PC et tablette



Republic

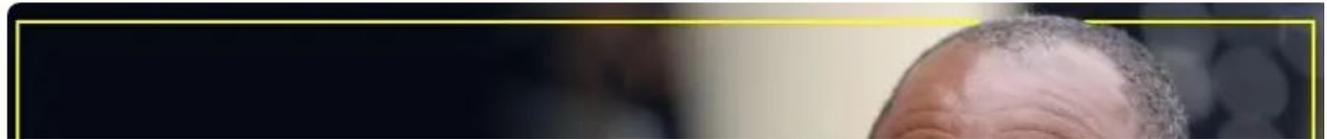
Home / World News / Rest of the World News / Guinea people organise mass protest against President Alpha Conde

# Guinea People Organise Mass Protest Against President Alpha Conde

## REST OF THE WORLD NEWS

Several people marched on the streets of Guinea on October 24, in mass demonstrations against President Alpha Conde, accused of seeking the third term in office

Written By [Pragya Puri](#) | Mumbai | Updated On: October 25, 2019 13:28 IST



**VOA**

Press Freedom

Silicon Valley & Technology

VOA StudentU



Search



Eng

Live TV

Africa

## 9 Dead as Guineans Protest President's Bid to Extend Power

By Associated Press  
October 16, 2019 12:30 PM



1619-2019



US Marks Anniversary of Arrival of Africans

CHILD MARRIAGE



The Worst Girl

# Africa Radio

## LES GUINÉENS MANIFESTENT EN MASSE CONTRE UNE "PRÉSIDENTIE À VIE" D'ALPHA CONDÉ

© 24 OCTOBRE 2019 À 15H22 PAR AFP



# Tv5monde

---

# Guinée: des milliers de personnes manifestent contre une "présidence à vie" d'Alpha Condé



**Senego**



Accueil » Actualités » Afrique » Politique » Société »

## Conakry: Une marée humaine dans les rues pour dire NON à A. Condé (Vidéo)

Par Khalil Kamara • 24/10/19 à 16:56

*Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo*

---

# Crise politique en Guinée : Le président de la Commission

# de la CEDEAO exprime son inquiétude

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



Dans un communiqué publié ce mercredi 23 octobre 2019, le président de la Commission de la **CEDEAO** exprime son inquiétude devant les récents développements en Guinée, caractérisés par une montée des tensions et des violences ayant entraîné des pertes en vies humaines lors des manifestations des 14 et 15 octobre dernier.

**Voici l'intégralité du communiqué**

## COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

### COMMUNIQUE SUR LA SITUATION EN GUINEE

Le Président de la Commission de la CEDEAO exprime son inquiétude devant les récents développements en République de Guinée, caractérisés par une montée des tensions politiques et des violences ayant entraîné des pertes en vies humaines lors des manifestations des 14 et 15 octobre 2019.

Le Président de la Commission de la CEDEAO appelle toutes les parties concernées à la retenue et encourage la prise de mesures pour éviter une escalade des tensions et de la violence à même d'affecter la paix et la stabilité de la République de Guinée et de la Sous-Région.

Le Président de la Commission de la CEDEAO réaffirme la nécessité d'un dialogue constructif entre le Gouvernement, l'opposition et la société civile en vue d'arriver à une solution durable, consensuelle et pacifique de la situation actuelle.

Le Président de la Commission de la CEDEAO exprime sa solidarité avec la République de Guinée, pays membre de la CEDEAO, et réitère son engagement à accompagner le Gouvernement et les Partis d'Opposition ainsi que les autres acteurs nationaux dans le cadre d'un dialogue pour la recherche de solutions en vue de préserver la paix et la stabilité et renforcer la démocratie en République de Guinée. Dans ce contexte, il s'engage à œuvrer en coordination avec l'Union Africaine et les autres partenaires. H

Fait à Abuja le 21 octobre 2019

  
Jean-Claude Kassi BROU  
Président de la Commission

# Chronique : Union Africaine, CEDEAO... Réactivez vos instruments de prévention des crises

écrit par GuineePolitique© | 16 mars 2020



Tous les éléments crisogènes sont aujourd'hui réunis pour alerter les organisations sous régionales et africaines sur la situation fabriquée de toutes pièces par Alpha Condé et ses alliés/militants institutionnels (la CENI, la cour constitutionnelle, l'assemblée nationale...). Il est temps d'agir. Des instruments de prévention existent et il faut anticiper par l'envoi d'une mission à Conakry pour rappeler à Alpha Condé la Charte africaine de la démocratie, de la gouvernance et des élections adoptée le 30 janvier 2007 à Addis Abeba, ratifiée par la Guinée. L'article 23 de la Charte énonce clairement « les États parties conviennent que l'utilisation, entre autres des moyens ci-après pour accéder ou se maintenir au pouvoir constitue un changement anticonstitutionnel de gouvernement et est passible de sanctions appropriées de la part de l'Union: [. ] – Tout amendement ou toute révision des Constitutions ou des instruments juridiques qui portent atteinte aux principes de l'alternance démocratique. »

Le principe de non-ingérence ne s'applique plus dans ce cas. N'attendez pas davantage sous prétexte que Alpha Condé ne s'est pas explicitement prononcé sur ses intentions d'instrumentaliser la constitution par le moyen de

contournement déjà connu qui est la proposition d'une nouvelle constitution.

Toutes les institutions internationales présentes en Guinée ont des outils de monitoring pour suivre et évaluer les signes évidents d'une grave crise politique en gestation.

Ce projet de 3ème mandat (nouvelle constitution) ne passera pas et l'entêtement de Alpha Condé risque de plonger la Guinée dans une instabilité politique sans précédent avec ses corollaires de violences (une tradition politique en Guinée).

**Sékou Chérif Diallo**